

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE JENDI

Matahiti 139  
N° 12

TE VE'A A TE HAU MO POLYNESIA FARANI

Mahana 22  
no Mati 1990

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

##### ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

###### PRESIDENCE

Arrêté n° 140 PR du 13 mars 1990 portant délégation de signature à M. Gilles Thuret, adjoint au chef du service de l'administration des archipels. ....	436
---	-----

###### EXTRAITS

Arrêté n° 139 PR du 12 mars 1990 relatif à l'exercice des attributions du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie. ....	436
Arrêté n° 283 CM du 13 mars 1990 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de février 1990. ....	437
Arrêtés n° 284 et n° 285 CM du 14 mars 1990 rendant exécutoires les délibérations n° 2-90 et n° 3-90 prises en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 31 janvier 1990 : - relative au prêt accordé au Syndicat central de l'hydraulique pour le financement partiel des opérations hydrauliques des communes de Tahiti ; - et relative au prêt accordé à la commune de Papara pour le financement de la rénovation d'une conduite d'eau. ....	437

###### MINISTERE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENERGIE

Arrêté n° 287 CM du 14 mars 1990 autorisant l'engagement provisoire des servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Tahiti-Faaa. ....	437
--	-----

###### EXTRAITS

Arrêté n° 298 CM du 14 mars 1990 approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 1-90 du 19 février 1990 du conseil d'administration du Port autonome de Papeete relative à une convention de prêt de 110.000.000 FCP avec la Caisse centrale de coopération économique. ....	437
---	-----

###### MINISTERE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° 288 CM du 14 mars 1990 créant un traitement automatisé d'informations nominatives au centre de soins spécialisés de Vaiani, Papeete. ....	437
Arrêté n° 289 CM du 14 mars 1990 interdisant l'introduction en Polynésie française de toute espèce végétale issue de la famille des Mélastomatacées. ....	438

Arrêté n° 290 CM du 14 mars 1990 déclarant le <i>Miconia calvescens</i> D.C. ou <i>Miconia magnifica</i> (hort.) Triana, espèce nuisible en Polynésie française. ....	439
---	-----

## EXTRAITS

Arrêté n° 1195 MSE du 16 mars 1990 autorisant M. Claude Bru à installer et exploiter un dépôt de 3 cuves de 600 kg chacune de gaz combustible liquéfié et un dépôt de 80 bouteilles de 13 kg chacune de gaz (installation de la 1re classe des installations classées pour la protection de l'environnement, commune de Bora Bora). ....	440
--	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIERES
--

## EXTRAITS

Arrêté n° 291 CM du 14 mars 1990 autorisant l'acquisition d'un ensemble immobilier sis à Papeete. ....	441
Arrêté n° 292 CM du 14 mars 1990 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime aux Gambier. ....	441
Arrêté n° 295 CM du 14 mars 1990 autorisant l'affectation des lots 3, 4 et 5 de la terre domaniale Mana sis à Uturoa - Raiatea, au profit de l'Office territorial de l'habitat social. ....	443

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
---

## EXTRAITS

Arrêtés n° 1100 et n° 1101 MED/PEL du 13 mars 1990 portant organisation de concours externes, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un analyste programmeur et d'un attaché d'administration, agents contractuels de la 2e et de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. ....	443
Arrêté n° 1103 MED/PEL du 14 mars 1990 portant organisation d'un concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un analyste programmeur, agent contractuel de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration. ....	444

MINISTERE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
--

## EXTRAITS

Arrêté n° 269 CM du 9 mars 1990 allouant une aide de première urgence aux sinistrés du cyclone Ofa. ....	444
Arrêtés n° 133 et n° 134 PR du 9 mars 1990 accordant des subventions d'équipement à l'Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes. ....	444
Arrêté n° 300 CM du 14 mars 1990 accordant une subvention à la Société de navigation des Australes S.N.A. Tuhaa-Pae. ....	445

MINISTERE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS TERRESTRES ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE
--

Arrêté n° 1085 MUR du 12 mars 1990 portant délégation de signature du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale à M. Luc Bourges, chef du service territorial des transports terrestres. ....	445
---	-----

## EXTRAITS

Arrêté n° 1046 MUR/AA du 9 mars 1990 portant modification de l'arrêté n° 120 PR du 2 mars 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Association des parents d'élèves Anne-Marie-Javouhey. ....	446
Arrêté n° 1047 MUR/AA du 9 mars 1990 portant modification de l'arrêté n° 780 PR du 22 décembre 1989 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la coopérative du collège Pomare-IV. ....	446
Arrêté n° 1048 MUR/AA du 9 mars 1990 portant modification de l'arrêté n° 36 PR du 31 janvier 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Association des parents d'élèves de l'enseignement libre de l'école de la Mission. ....	446
Arrêté n° 1049 MUR/AA du 9 mars 1990 portant modification de l'arrêté n° 119 PR du 2 mars 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'Association des parents d'élèves des écoles Farimata-Putiaoro. ....	446

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

---

**ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**

Service des douanes.— Cours des changes (période du 22 mars au 4 avril 1990 inclus). . . . .	446
Institut territorial de la statistique.— 1°) Indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de février 1990. .	446
2°) Communiqué n° 436 ITSTAT du 14 mars 1990 relatif aux indices et index TPP et BTP du mois de février 1990. .	447
Service de l'urbanisme.— 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de février 1990. . . . .	447
2°) Certificat de conformité n° 280 MUR/AU du 1er mars 1990 délivré à la Sotagri pour la réalisation de la route des Résidences de Mahinarama à Mahina. . . . .	447
Service des domaines et de l'enregistrement.— Avis n° 168 ENR du 19 mars 1990 portant recherche des héritiers de M. Roometua a Vairupe a Vehiatua et de M. Mauarii Moeroa. . . . .	447
Enquête publique : - M. Alex Decian, mandataire de la S.A.R.L. Sotaplast, commune de Pirae. . . . .	448

---

**PARTIE NON OFFICIELLE**

---

Annonces judiciaires et légales. . . . .	448
Annonces diverses. . . . .	449

---

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE****ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES****PRESIDENCE**

**ARRETE n° 140 PR du 13 mars 1990 portant délégation de signature à M. Gilles Thuret, adjoint au chef du service de l'administration des archipels.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 512 PR du 4 juillet 1988 relatif aux attributions du ministre de la régionalisation et de l'administration des archipels, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 75 PR du 13 février 1990 mettant fin aux fonctions de M. Emile Vernaudeau, ministre de la régionalisation et de l'administration des archipels, des postes et télécommunications ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 concernant la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 85-1037 AT du 23 mai 1985 portant création du service de l'administration des archipels ;

Vu l'arrêté n° 733 CM du 29 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'administration des archipels ;

Vu l'arrêté n° 671 CM du 1er juin 1989 portant nomination de M. Joël Buillard en tant que chef du service de l'administration des archipels ;

Vu l'arrêté n° 256 CM du 28 février 1990 mettant fin aux fonctions de M. Joël Buillard en qualité de chef du service de l'administration des archipels ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Gilles Thuret, adjoint au chef du service de l'administration des archipels, à l'effet de signer, au nom du Président du gouvernement :

1°) Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

2°) Les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- congés de toute nature à passer dans le territoire ;
- notation du personnel à l'exception des agents de 1ère catégorie ;
- avancement d'échelon.

Art. 2. — M. Gilles Thuret, dans la limite de ses attributions, est en outre autorisé à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiés.

Art. 3. — Dans le domaine de la gestion financière des crédits alloués au service de l'administration des archipels, M. Gilles Thuret reçoit délégation de signature pour les actes individuels suivants :

- remboursements des frais et états indemnitaires ;
- ordre de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas six jours.

Art. 4. — L'adjoint au chef du service de l'administration des archipels est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 mars 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 139 PR du 12 mars 1990. — M. Louis Savoie, ministre du budget, du plan et de l'aménagement du territoire, est

chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministère de la mer, de l'équipement et de l'énergie, pendant l'absence de M. Boris Léontieff du 12 mars 1990.

Par arrêté n° 283 CM du 13 mars 1990.— Est constaté au niveau de 103,2 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de février 1990 (base 100 en décembre 1988).

Par arrêté n° 284 CM du 14 mars 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 2-90 prise en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 31 janvier 1990 et relative au prêt accordé au Syndicat central de l'hydraulique pour le financement partiel des opérations hydrauliques des communes de Tahiti.

Par arrêté n° 285 CM du 14 mars 1990.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération n° 3-90 prise en conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale du 31 janvier 1990 et relative au prêt accordé à la commune de Papeete pour le financement de la rénovation d'une conduite d'eau.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'EQUIPEMENT  
ET DE L'ENERGIE**

**ARRETE n° 287 CM du 14 mars 1990 autorisant l'engagement provisoire des servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Tahiti-Faaa.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu la demande de carénage de la Compagnie maritime polynésienne ;

Vu le code de l'aviation civile ;

Vu l'avis des usagers de l'aéroport ;

Vu l'avis du commandant d'aérodrome ;

Vu l'arrêté n° 1110 CM du 15 novembre 1985 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Pour le carénage du navire Wind Song, l'engagement des servitudes aéronautiques est autorisé pour une durée de 7 jours, sous réserve du respect des instructions de l'aviation civile en matière de balisage d'obstacles.

Art. 2.— Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, le directeur du Port autonome et le directeur du service d'Etat de l'aviation civile sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement  
et de l'énergie,*  
Boris LEONTIEFF.

Par arrêté n° 298 CM du 14 mars 1990.— Est rendue exécutoire la délibération n° 1-90 du 19 février 1990 du conseil d'administration du Port autonome de Papeete relative à une convention de prêt de 110.000.000 FCP avec la Caisse centrale de coopération économique.

**MINISTÈRE DE LA SANTE, DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

**ARRETE n° 288 CM du 14 mars 1990 créant un traitement automatisé d'informations nominatives au centre de soins spécialisés de Valam, Papeete.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et libertés, promulguée sur le territoire de la Polynésie française par arrêté n° 3343 AA du 28 janvier 1980 ;

Vu l'arrêté n° 526 I.ADM du 3 février 1975 portant réorganisation du service territorial de la santé publique en Polynésie française ;

Vu l'avis du directeur de la santé publique ;

Vu l'avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé au centre de soins spécialisés de Vaïami à Papeete sous la responsabilité du médecin-chef des services de psychiatrie un traitement automatisé d'informations nominatives dont la finalité est :

- d'assurer la gestion des dossiers médicaux du service ;
- d'établir des statistiques à des fins de recherche médicale ;
- d'établir une évaluation épidémiologique psychiatrique en vue de la sectorisation.

Art. 2.— Les catégories d'informations nominatives enregistrées sont les suivantes :

*Identité :*

- Code chiffré, numérique ;
- Date et lieu de naissance ;
- Sexe ;
- Lieu de résidence ;
- Situation de famille ;
- Couverture sociale ;
- Scolarité.

*Santé :*

- Diagnostic ;
- Antécédents médicaux, personnels et familiaux ;
- Sources de signalement du cas (nom des médecins traitants) ;
- Modes d'admission (P.L. ; P.V. ; P.O.) ;
- Date d'entrée et de sortie ;
- Caractère ou personnalité ;
- Troubles des conduites.

*Habitudes de vie :*

- Alcoolisme ;
- Tabagisme ;
- Toxicomanie.

Ces données nominatives sont conservées pendant une durée indéfinie.

Art. 3.— Le traitement est mis en œuvre sur des moyens informatiques situés en totalité dans ledit service et ne comportant pas de liaisons techniques avec d'autres traitements.

Le traitement ne fait l'objet d'aucun rapprochement ou interconnexion avec d'autres fichiers.

Art. 4.— Les destinataires de ces informations nominatives sont :

- Le médecin-chef du service concerné ainsi que, sous son contrôle, les personnels médicaux et paramédicaux du service appelés à dispenser des soins aux malades ;
- Les médecins traitants pour les informations concernant leurs patients.

Les données statistiques peuvent être transmises de façon anonyme au ministre chargé de la santé et au directeur de la santé publique.

Art. 5.— En application des articles 26 et 27 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, les patients sont informés par voie d'affichage et personnellement de l'informatisation du service.

Leur droit d'accès et de rectification, prévu par les articles 34 et 40 de la loi du 6 janvier 1978, s'exerce auprès du médecin-chef du service.

Art. 6.— Le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 1990.

Alexandre LEONTIEFF,

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la santé,*

*de l'environnement et de la recherche scientifique,*

Jacqui DROLLET.

**ARRETE n° 289 CM du 14 mars 1990 interdisant l'introduction en Polynésie française de toute espèce végétale issue de la famille des Mélastomatacées.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre I, titre V ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'avis de la commission des monuments naturels et des sites en sa séance du 23 février 1990 ;

Vu la nécessité de lutter contre la propagation de toute espèce végétale issue de la famille des Mélastomatacées ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 12 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Est interdite l'introduction en Polynésie française de toute espèce végétale issue de la famille des Mélastomatacées sous quelque forme que ce soit : plants entiers

vivants racinés ou fragments de plants, de bois de greffes, de boutures, fruits et graines.

La même interdiction s'applique notamment à la terre ou au compost, ainsi qu'à tout sac, caisse et emballage ayant servi au transport des articles précédemment énumérés.

Art. 2.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par les officiers et agents de police judiciaire, par les agents assermentés de la section conditionnement et police phytosanitaire du service de l'économie rurale ainsi que par les agents spécialement commissionnés et assermentés devant le tribunal civil de première instance de Papeete.

Art. 3.— Les auteurs des infractions aux interdictions édictées à l'article premier ci-dessus sont passibles des peines applicables aux auteurs de contraventions de la cinquième classe.

Art. 4.— Tout produit végétal saisi, tel que défini à l'article premier ci-dessus, sera immédiatement détruit par le feu aux frais du détenteur, du transporteur, du destinataire.

Il en est de même notamment pour la terre, le compost, les sacs, caisses et emballages ayant servi à leur transport.

Art. 5.— Le vice-président du gouvernement du territoire, le ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel et le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le vice-président,  
ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel  
et du patrimoine culturel,*  
Georges KELLY.

*Le ministre de la santé,  
de l'environnement et de la recherche scientifique,*  
Jacqui DROLLET.

**ARRETE n° 290 CM du 14 mars 1990 déclarant le *Miconia calvenscens* D.C. ou *Miconia magnifica* (hort.) *Triana*, espèce végétale nuisible en Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre I, titre V ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 796 PR du 16 décembre 1987 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique ;

Vu l'avis de la commission des monuments naturels et des sites en sa séance du 23 février 1990 ;

Vu l'urgence des mesures à prendre en vue d'enrayer la colonisation de *Miconia calvenscens* D.C. ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré en sa séance du 12 mars 1990,

Arrête :

Article 1er.— Est déclarée nuisible en Polynésie française l'espèce végétale *Miconia calvenscens* D.C. ou *Miconia magnifica* (hort.) *Triana* appartenant à la famille des Mélastomatacées, ci-dénommée espèce.

Art. 2.— Le ministre chargé de l'environnement définira les îles et les zones infestées par ladite espèce et proposera les moyens de lutte nécessaires à son éradication.

Art. 3.— Sont interdites l'entrée, la circulation, la propagation, la plantation, la multiplication et la récolte de tout plant entier vivant raciné ou fragment de plant, de tout bois de greffe, de toute bouture ainsi que de tout fruit et de toute graine de cette espèce.

La même interdiction s'applique notamment à la terre ou au compost, ainsi qu'à tout sac, caisse ou emballage ayant servi au transport des articles précédemment énumérés.

Art. 4.— A l'intérieur d'une île déclarée infestée uniquement, des autorisations exceptionnelles de récolte et de circulation peuvent être accordées par arrêté du ministre chargé de l'environnement :

1° à des fins de recherche scientifique et d'éradication, sur présentation d'un dossier explicitant précisément l'utilisation et la destination des produits prélevés ;

2° à des fins de construction d'habitation, à l'exclusion des clôtures.

Dans ce cas, seul le bois nu de l'espèce sera prélevé et transporté.

Les demandes d'autorisation devront comporter les lieux et une estimation annuelle de récolte ainsi que les moyens de transport utilisés.

Les autorisations délivrées à cet effet pourront être révoquées en cas de nécessité par un arrêté motivé.

Tout détournement des prélèvements à des fins autres que celles précisées dans le dossier de demande de dérogation sera

sanctionné par les peines prévues dans le présent arrêté, nonobstant la révocation immédiate de l'autorisation.

Art. 5.— Les infractions au présent arrêté seront constatées par les officiers et agents de police judiciaire, par les agents assermentés de la section conditionnement et police phytosanitaire du service de l'économie rurale ainsi que par les agents spécialement commissionnés et assermentés devant le tribunal civil de première instance de Papeete.

Art. 6.— Les auteurs des infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des peines applicables aux auteurs de contraventions de la cinquième classe.

Art. 7.— Tout produit végétal saisi, tel que défini à l'article 3 ci-dessus, sera immédiatement détruit par le feu aux frais du détenteur, du transporteur, du destinataire.

Il en est de même notamment pour la terre, le compost, les sacs, caisses et emballages ayant servi à leur transport.

Art. 8.— Le vice-président du gouvernement du territoire, le ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel et le ministre de la santé, de l'environnement et de la recherche scientifique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 mars 1990.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le vice-président,  
ministre de l'agriculture, de l'artisanat traditionnel  
et du patrimoine culturel,  
Georges KELLY.*

*Le ministre de la santé,  
de l'environnement et de la recherche scientifique,  
Jacqui DROLLET.*

Par arrêté n° 1195 MSE du 16 mars 1990.— M. Claude Bru, mandataire de la S.A. Claude Bru et Cie, est autorisé à installer et exploiter des dépôts de gaz combustible liquéfié situés dans l'enceinte de l'hôtel "Moana Beach" sis à Nunue, commune de Bora Bora.

#### *Équipements et caractéristiques*

L'installation qui relève de la 1ère classe comprend les matériels suivants :

- Un dépôt de 3 cuves de 600 kg chacune de gaz combustible liquéfié placées sur un socle bétonné ;
- Un dépôt de 80 bouteilles de 13 kg chacune de gaz.

#### *Prescriptions relatives aux dépôts de gaz (bouteilles et cuves)*

Les cuves et les bouteilles doivent être stockées sur un emplacement déterminé, dégagé en permanence et affecté uniquement à cet usage.

L'installation d'un dépôt de gaz (bouteilles et cuves) est interdite :

- en sous-sol ;
- au-dessus, dans ou au-dessous d'un local d'habitation.

Le stockage doit être isolé par une zone de protection telle que les cuves et bouteilles soient à une distance d'au moins 5 mètres en projection sur le plan horizontal :

- des ouvertures des locaux occupés ou habités par des tiers ;
- des limites des propriétés appartenant à des tiers ou de la voie publique ;
- des ouvertures de tout local contenant des feux nus ;
- de tout point bas ou piège dans lesquels peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables (ouvertures de sous-sol, bouches d'égout non protégées par un siphon, etc.) ;
- de tout appareillage électrique qui n'est pas de sécurité ;
- de tout moteur à combustion interne.

Cette distance est portée à 6 mètres vis-à-vis de tout dépôt ou appareil distributeur de matières inflammables, combustibles ou comburantes.

Ces distances peuvent être réduites à 1 mètre, si, entre ces emplacements et le stockage, est interposé un mur incombustible, stable au feu de degré 2 heures, dont la hauteur excède de 0,5 mètre celle du stockage, sans être inférieure à 2 mètres ; la longueur de ce mur doit être telle que les distances prévues ci-dessus soient toujours respectées en le contourant.

Pour le dépôt situé dans un local fermé, celui-ci doit en outre présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

- mur coupe-feu de degré une heure ;
- toiture en matériaux légers, classés au moins M2 (difficilement inflammables) et sans autre bois apparent que les pièces de charpente, qui doivent être ignifugées.

De plus, des ouvertures placées en partie haute et en partie basse, d'une section unitaire de 16 décimètres carrés au moins, doivent être aménagées pour permettre une ventilation efficace.

Pour le stockage non situé dans un local fermé, il doit être isolé par une clôture grillagée ou un mur plein comportant les ouvertures de ventilation définies précédemment, d'au moins 2 mètres de hauteur et placé à 0,6 m au moins des cuves, comportant une porte en matériaux incombustibles s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clé en dehors des nécessités de service.

Si l'emplacement du stockage est compris dans le périmètre d'un établissement *entièrement* clôturé, la clôture prévue à l'alinéa précédent peut être supprimée, mais l'emplacement réservé aux dépôts doit être délimité.

Si la circulation de véhicules est possible aux abords du dépôt, la zone de protection définie ci-dessus doit être matérialisée au sol (peinture, piquets, haie...).

Hors des zones de protection définies ci-dessus, le matériel doit être d'un degré de protection au moins égal à IP 231 de la norme NF C20-010.



Dans les zones de protection définies ci-dessus, les matériels électriques doivent être d'un type utilisable dans les atmosphères explosives. Les conducteurs électriques doivent être ceux prévus par la norme NF C15-100.

Pour le dépôt situé dans le local fermé, les dispositions ci-dessus ne concernent pas le matériel électrique installé à l'extérieur dudit local et situé à plus d'un mètre des ouvertures.

#### *Dispositions et manipulations des bouteilles*

Les bouteilles ne doivent pas être placées dans des conditions où elles risqueraient d'être portées à une température dépassant 50°C.

Les bouteilles doivent être stockées soit debout, soit couchées. Si elles sont gérées en position couchée, les bouteilles extrêmes doivent être calées par des dispositifs spécialement adaptés à cet effet.

Il est interdit de se livrer à l'entretien ou à la réparation des bouteilles et de leurs accessoires dans la zone de protection définie ci-dessus.

On doit s'assurer avant la mise en dépôt que les bouteilles ne fuient pas. Toute bouteille défectueuse doit être aussitôt évacuée vers une zone adaptée à son traitement.

Toutes dispositions devront être prises pour que les manipulations puissent s'effectuer sans qu'il en résulte de bruits gênants pour le voisinage ou de dommages aux bouteilles.

#### *Etat et entretien des dépôts*

Les dépôts doivent être tenus en bon état de propreté. On doit notamment exclure les papiers, chiffons, herbes sèches et, en général, tout déchet combustible.

#### *Protection des dépôts*

La disposition des lieux doit permettre l'évacuation rapide des bouteilles en cas d'incendie à proximité.

On doit disposer, à proximité des dépôts, d'au moins deux extincteurs à poudre portatifs homologués NF MIH, type 55 B de 4 kilogrammes au moins.

Ce matériel doit être périodiquement contrôlé et la date de contrôle enregistrée sur une étiquette fixée à l'appareil.

Il est interdit de pénétrer avec du feu ou de fumer dans la zone de protection du stockage. Cette interdiction doit être signalée par tout moyen approprié permettant d'avertir toute personne se dirigeant vers le dépôt.

#### *Prescriptions générales*

L'installation sera implantée et exploitée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Toute modification de ces plans devra, avant réalisation, faire l'objet d'une déclaration au service administratif compétent.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'assainissement ou les milieux naturels.

Pour leur évacuation ou élimination, l'exploitant se conformera aux prescriptions ci-dessous du présent arrêté.

D'une manière générale, le fonctionnement des installations ne devra pas être à l'origine d'une pollution des eaux de surface ou profondes.

L'enlèvement ou l'élimination des déchets industriels, matières dangereuses ou insalubres, produits ou huiles usés ne pourra être effectué qu'après autorisation de l'inspecteur des installations classées. L'exploitant ayant préalablement communiqué par écrit à l'inspection des installations classées, la nature, la quantité et la destination des déchets, matières, produits ou huiles à enlever ou éliminer.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de trois (3) années à compter de sa notification.

L'inspecteur des installations classées est chargé du contrôle de l'établissement autorisé.

#### **MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS, DU DOMAINE ET DES AFFAIRES FONCIÈRES**

Par arrêté n° 291 CM du 14 mars 1990.— Est autorisée l'acquisition par le territoire de la Polynésie française d'un ensemble immobilier sis à Papeete, avenue du Régent-Paraita, comprenant une parcelle de la terre Orae, d'une superficie de 908 m<sup>2</sup> et les constructions y édifiées consistant en un immeuble élevé sur sous-sol avec 6 niveaux appartenant à M. Michel Van Bastolaer, moyennant le prix global de *cinq cents millions de francs* (500.000.000 F), divisé ainsi qu'il suit :

- 27 millions pour le terrain ;
- 473 millions pour les constructions,

et le tout payable de la manière suivante :

- 150 millions, dont la totalité du prix du terrain, après accomplissement des formalités ;
- 150 millions pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1991 ;
- 100 millions pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1992 ;
- 100 millions pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1993.

Ces trois derniers versements seront augmentés d'un intérêt au taux de 8 % l'an.

Les frais de rédaction et de publication de l'acte ainsi que le prix sont imputables :

- au chapitre 90001, article 2120, opération 52-90, AE n° 38-90 pour les constructions ;
- au chapitre 90009, article 2100, opération 50-89, AE n° 335-89 pour le terrain.

Par arrêté n° 292 CM du 14 mars 1990.— Sont accordées, aux clauses et conditions habituelles, les autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime aux Gambier figurant au tableau ci-après :

N° d'ordre	Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
1	Etienne Labbeyi	Un emplacement maritime de 1.000 m2	A Rikitea (Mangareva) à 1.500 m de la terre Mataihutea	Ferme perlière	20.000 F
2	Peterio dit Puea Taerea	4 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.150 m2	A Aukena, au nord de la pointe Matakuiti, à environ 600 m	3 stations de collectage de naissains de nacre de 50 x 1 m	15.000 F
			A Mangareva, face à la pointe Autapu à 550 m environ	Elevage de la nacre (1.000 m2)	10.000 F
3	Jacques André Richeton	3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 150 m2	A Mangareva, à la pointe Mataiutea	2 stations de collectage de 50 x 1 m	10.000 F
			A Taravai, en face du quai à environ 350 m	1 station de collectage de 50 x 1 m	5.000 F
4	Vai Vianello Gooding	4 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.150 m2	A Rikitea (Mangareva) : entre la pointe Mataihutea (île Mangareva) et la pointe Matakarak (île de Aukena)	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
			entre la pointe Kaiepe et la pointe Teauorogo dans la baie de Kirimirot	Elevage de la nacre (1.000 m2)	10.000 F
5	Etablissement pour la valorisation des activités aquacoles et maritimes (E.V.A.A.M.)	4 emplacements maritimes d'une superficie totale de 400 m2	A Mangareva, entre la pointe Teauouou et le motu Totegegig	4 stations de collectage de 50 x 1 m	Gratis
6	Ioane Ah Tac	3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 150 m2	A Mangareva, à la pointe Teonekura	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
7	Xavier Dury	2 emplacements maritimes d'une superficie totale de 100 m2	A Mangareva, à 500 m au sud de la pointe Mataiutea	2 stations de collectage de 50 x 1 m	10.000 F
8	Société coopérative des pêcheurs et aquaculteurs "Gatavake" (régularisation) (1)	6 emplacements maritimes d'une superficie totale de 3.200 m2	A Aukena, face à Aukena à 310° de la pointe Matakuiti	4 stations de collectage de 50 x 1 m	20.000 F
			A 150 m de Gatavake	Elevage de la nacre (1.500 m2)	20.000 F
				Ferme perlière	30.000 F
9	Thomas Pacamara	3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 150 m2	A Aukena à 198° de la pointe Matakuiti	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
10	Andrew Longine Heimata	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 1.150 m2	A Aukena, face à Aukena et belvédère à environ 500 m du rivage	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
			au regard de la pointe Autapu dans la baie de Taku	Elevage de la nacre (500 m2)	5.000 F
			au regard du motu n° 22 à 50 m environ du rivage	Elevage de la nacre (500 m2)	5.000 F

N° d'ordre	Bénéficiaires	Désignation	Situation	Destination	Redevances annuelles
11	Société coopérative des pêcheurs et aquaculteurs "Tenoko Perles"	5 emplacements maritimes d'une superficie totale de 250 m <sup>2</sup>	A <i>Aukena</i> à la pointe Matakuiti et au nord-ouest de Taraururoa	5 stations de collectage de 50 x 1 m	25.000 F
12	Daniel Léo Tarava Teakarotu	3 emplacements maritimes d'une superficie totale de 150 m <sup>2</sup>	Au sud-est de <i>Totegegie</i>	3 stations de collectage de 50 x 1 m	15.000 F
13	Patrice Carlson	1 emplacement maritime de 50 m <sup>2</sup>	A <i>Akamaru</i> à 45° du quai du village	1 station de collectage de 50 x 1 m	5.000 F

La redevance due par la société coopérative "Gatavake" (1) au titre des années 1987, 1988 et 1989 est fixée à quatre-vingt-deux mille cinq cents francs (82.500 FCP).

Par arrêté n° 295 CM du 14 mars 1990. — Est autorisée, en vue de la réalisation de logements sociaux, l'affectation des lots 3, 4 et 5 de la terre domaniale Mana, sis à Uturoa - Raiatea, d'une superficie totale de 20 ha 41 a 00 ca.

Tel que le tout figure sur le plan dressé et revu par le géomètre J. Cros le 11 mai 1974.

#### MINISTRE DE L'EDUCATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Par arrêté n° 1100 MED/PEL du 13 mars 1990. — Le concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un analyste programmeur, agent contractuel de la 2e catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, au service de l'informatique, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires du D.U.T. informatique ou d'un diplôme équivalent.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage - Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au vendredi 23 mars 1990, à 15 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date au service du personnel et de la fonction publique ne sera pas pris en considération.

L'épreuve orale d'admission se déroulera le jeudi 12 avril 1990. Elle sera immédiatement suivie de la commission d'examen.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les admissions, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le Président du gouvernement du territoire, ou son représentant ;
- Le chef du service de l'informatique par intérim, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

Par arrêté n° 1101 MED/PEL du 13 mars 1990. — Le concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un attaché d'administration, agent contractuel de la 1re catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, affecté en qualité d'adjoint au chef du service de la navigation et des affaires maritimes, est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires du diplôme de capitaine de 1re classe de la navigation maritime.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2e étage - Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;

— une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum 1.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au vendredi 23 mars 1990, à 15 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date au service du personnel et de la fonction publique ne sera pas pris en considération.

L'épreuve orale d'admission se déroulera le mercredi 11 avril 1990. Elle sera immédiatement suivie de la commission d'examen.

La commission d'examen, appelée à se prononcer sur les admissions, est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le ministre de la mer, de l'équipement et de l'énergie, ou son représentant ;
- Le chef du service de la navigation et des affaires maritimes, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

Par arrêté n° 1103 MED/PEL du 14 mars 1990. — Le concours externe, sur titres et entretien, pour le recrutement d'un analyste programmeur, agent contractuel de la 1<sup>re</sup> catégorie du corps des agents non fonctionnaires de l'administration, au service de l'éducation (Centre territorial de recherche et de documentation pédagogique) est organisé ainsi qu'il suit.

Le concours est ouvert aux candidats satisfaisant aux conditions générales d'accès aux emplois de l'administration du territoire, édictées par l'arrêté n° 500 PR du 26 juin 1985 et titulaires d'une licence en informatique ou plus, D.E.S.S. en informatique souhaité.

Les candidats doivent retirer leur dossier de candidature, auprès du service du personnel et de la fonction publique, bâtiment administratif A1, 2<sup>e</sup> étage, Papeete.

Les dossiers de candidature devront comporter les pièces suivantes :

- une photo d'identité ;
- une demande de participation au concours, établie sur formulaire remis par le service du personnel et de la fonction publique ;
- une fiche individuelle d'état civil et de nationalité ;
- une photocopie du diplôme requis, certifiée conforme à l'original ;
- une attestation de résidence de 5 ans consécutifs sur le territoire au minimum.

La date limite de dépôt, au service du personnel et de la fonction publique, des dossiers définitifs de candidature, est fixée au vendredi 23 mars 1990, à 15 h 00.

Tout dossier parvenu incomplet ou ultérieurement à cette date, au service du personnel et de la fonction publique, ne sera pas pris en considération.

L'épreuve technique d'admission est fixée au jeudi 5 avril 1990.

Le jury chargé de l'épreuve d'admission est composé comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- M. le chef du service de l'informatique par intérim, ou son représentant ;
- M. le directeur de la cellule informatique, ou son représentant ;
- M. l'inspecteur pédagogique régional "Economie et gestion" ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

La commission d'examen appelée à se prononcer sur les admissions se réunira le lundi 9 avril 1990 et est composée comme suit :

- Le ministre de l'éducation et de la fonction publique, ou son représentant ;
- Le directeur du Centre territorial de recherche et de documentation pédagogique, ou son représentant ;
- Le chef du service de l'éducation, ou son représentant ;
- Le chef du service des finances et de la comptabilité, ou son représentant ;
- Le chef du service du personnel et de la fonction publique par intérim, ou son représentant.

#### MINISTÈRE DU BUDGET, DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 269 CM du 9 mars 1990. — Il est alloué, sur les fonds du budget du territoire, une aide de première urgence d'un montant de *trois millions de francs CFP* (3.000.000 F CFP) au profit des sinistrés du territoire Wallis-et-Futuna, atteints par le cyclone Ofa.

Cette somme sera versée au compte ouvert dans les écritures du payeur de Mata Utu (Wallis-et-Futuna).

La dépense est imputable au chapitre 970, article 699, de l'exercice 1990.

Par arrêté n° 133 PR du 9 mars 1990. — Il est accordé une subvention d'équipement d'un montant de *vingt-quatre millions de francs CFP* (24.000.000 F CFP) au profit de l'E.V.A.A.M. Cette dotation est destinée à financer le programme des frigos et machines à glace.

La dépense est imputable au chapitre 911, article 130, opération 357-89 "Subvention à l'E.V.A.A.M. : frigos et machines à glace".

Dans le cadre du programme visé ci-dessus, la subvention sera débloquée selon les modalités suivantes :

— un premier acompte de 30 % de la subvention, soit 7.200.000 F CFP, sur présentation du plan de financement et d'un devis ;

— un deuxième acompte de 40 %, soit 9.600.000 F CFP, sur présentation d'un état des mandats payés justifiant d'une dépense égale à la première tranche ;

— le solde par fractions ou en une seule fois au vu d'un état des mandats payés justifiant d'une dépense égale aux deux premières tranches.

Par arrêté n° 134 PR du 9 mars 1990.— Il est accordé une subvention d'équipement d'un montant de *douze millions de francs CFP* (12.000.000 F CFP) au profit de l'E.V.A.A.M. Cette dotation est destinée à financer le programme des radeaux flottants.

La dépense est imputable au chapitre 911, article 130, opération 356-89 "Subvention à l'E.V.A.A.M. : radeaux flottants".

Dans le cadre du programme visé ci-dessus, la subvention sera débloquée selon les modalités suivantes :

— un premier acompte de 30 % de la subvention, soit 3.600.000 F CFP, sur présentation du plan de financement et d'un devis ;

— un deuxième acompte de 40 %, soit 4.800.000 F CFP, sur présentation d'un état des mandats payés justifiant d'une dépense au moins égale à la première tranche ;

— le solde par fractions ou en une seule fois au vu d'un état des mandats payés justifiant d'une dépense au moins égale aux deux premières tranches.

Par arrêté n° 300 CM du 14 mars 1990.— Une subvention de *neuf millions de F CFP* (9.000.000 F CFP) est accordée à la Société de navigation des Australes, armateur du navire Tuhaa-Pae 2.

Cette subvention sera débloquée sur présentation des justificatifs prévus par l'arrêté n° 112 CM du 24 janvier 1989.

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, chapitre 965, sous-chapitre 96505, article 657-61 "Aides à la desserte interinsulaire", exercice 1990.

**MINISTRE DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT,  
DES TRANSPORTS TERRESTRES  
ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**ARRETE n° 1085 MUR du 12 mars 1990 portant délégation de signature du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale à M. Luc Bourges, chef du service territorial des transports terrestres.**

Le ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 157 PR du 3 avril 1989 portant nomination de membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 158 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions des membres du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 165 PR du 3 avril 1989 relatif aux attributions du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 autorisant les ministres à déléguer par arrêté leur signature ;

Vu la délibération n° 88-149 AT du 20 octobre 1988 portant création du service territorial des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté n° 199 CM du 13 février 1990 portant nomination de M. Luc Bourges en qualité de chef du service territorial des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 756 MUR du 14 février 1990 donnant délégation de signature à certains agents du service territorial des transports terrestres ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984,

**Arrête :**

Article 1er.— Délégation est donnée à M. Luc Bourges à l'effet de signer, au nom du ministre de l'urbanisme et du logement, des transports terrestres et de l'administration générale, dans la limite de ses attributions, tout acte ou document à caractère interne ou relatif aux affaires courantes du service territorial des transports terrestres.

Art. 2.— En particulier, M. Luc Bourges est habilité à signer les pièces ci-après :

1. a - lettres missives et bordereaux adressés aux chefs de services territoriaux, sous couvert, le cas échéant, de leur ministre,  
b - correspondances adressées aux fournisseurs et usagers du service pour l'instruction de leurs dossiers,  
c - demandes de parution des avis d'appels d'offres ;
2. Engagement, certification du service fait et liquidation des dépenses, imputées sur le budget local et la section du F.I.D.E.S. dans les matières relevant de la compétence de son service ;
3. Cartes grises et certificats de non-inscription de gage ;
4. Autorisations de mise en circulation permanente des véhicules telles que fixées par les articles 145 à 147 de la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 portant réglementation générale sur la police de la circulation routière ;
5. Permis de conduire (toutes catégories) ;
6. Actes individuels concernant les congés à passer sur le territoire, pour les personnels de statut territorial des catégories 5 à 2 ;

7. Ordre de service d'embauche des agents contractuels de 5e catégorie (CC5) recrutés sur fonds de travaux ou fonds spéciaux pour une durée inférieure à trois mois, (sous réserve des visas préalables) ;
8. Lettre de convocation aux propriétaires des véhicules dont l'état de vieillissement ou d'entretien laisse présumer que les conditions normales de sécurité ne sont plus assurées.

Art. 3.— Ce présent arrêté prendra effet dès sa notification à l'intéressé.

Art. 4.— Le chef du service territorial des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes instructions antérieures contraires et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 12 mars 1990.  
Le ministre de l'urbanisme et du logement,  
des transports terrestres  
et de l'administration générale,  
François NANAI.

Par arrêté n° 1046 MUR/AA du 9 mars 1990.— Le deuxième paragraphe de l'article 1er de l'arrêté n° 120 PR du 2 mars 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'A.P.E.L. Anne-Marie-Javouhey est supprimé et considéré comme nul et non avenu.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1047 MUR/AA du 9 mars 1990.— Le deuxième paragraphe de l'article 1er de l'arrêté n° 780 PR du 22 décembre 1989 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de la Coopérative du collège Pomare-IV est supprimé et considéré comme nul et non avenu.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1048 MUR/AA du 9 mars 1990.— Le deuxième paragraphe de l'article 1er de l'arrêté n° 36 PR du 31 janvier 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'A.P.E.L. de l'enseignement libre de l'école de la Mission est supprimé et considéré comme nul et non avenu.

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 1049 MUR/AA du 9 mars 1990.— Le deuxième paragraphe de l'article 1er de l'arrêté n° 119 PR du 2 mars 1990 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'A.P.E.L. des écoles Fariimata-Putiaoro est supprimé et considéré comme nul et non avenu.

Le reste sans changement.

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

#### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

Période du 22 mars au 4 avril 1990 inclus

PAYS	DEVICES	Cours en francs Pacifique
Allemagne fédérale.....	1 deutsche Mark	61,46
Australie.....	1 dollar	78,52
Autriche.....	1 schilling	8,72
Belgique.....	1 franc belge	2,95
Canada.....	1 dollar canadien	87,82
Danemark.....	1 couronne danoise	16,04
Espagne.....	1 peseta	0,95
Etats-Unis d'Amérique....	1 dollar US	103,60
Fidji.....	1 dollar	67,70
Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	167,83
Hong Kong.....	1 dollar	13,25
Italie.....	100 liras	8,31
Japon.....	100 yens	67,58
Norvège.....	1 couronne norvég.	15,81
Nouvelle-Zélande.....	1 dollar	60,60
Pays-Bas.....	1 florin	54,62
Portugal.....	1 escudo	0,69
Singapour.....	1 dollar	55,31
Suède.....	1 couronne suédoise	16,92
Suisse.....	1 franc suisse	68,77

### INSTITUT TERRITORIAL DE LA STATISTIQUE

#### INDICE DES PRIX DE DETAIL A LA CONSOMMATION FAMILIALE

Mois de février 1990

Base 100 : décembre 1988	
Indice général	103,2
— Alimentation	105,2
— Produits manufacturés	102,3
- dont habillement	100,0
- dont autres produits manufacturés	102,7
— Services	102,3

**COMMUNIQUE N° 436 ITSTAT**  
du 14 mars 1990

Les indices et index TPP et BTP du mois de février 1990 entrant dans les formules de révision des marchés sont disponibles à l'Institut territorial de la statistique, rue Jeanne-d'Arc, Papeete, téléphone 43.71.96.

**SERVICE DE L'URBANISME**

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS  
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES MARQUISES  
POUR LE MOIS DE FEVRIER 1990**

**COMMUNE DE HIVA OA**

*Travaux autorisés le 21 février 1990*

N° 12-90/PC1 MUR/AU.MARQ, Monseigneur Guy Chevalier, président du C.A.M.C.I.M., parcelle cadastrée n° 12 de la terre Tonino - Fatetefau - Kovea à Puamau, 1 maison paroissiale.

**COMMUNE DE NUKU HIVA**

*Travaux autorisés le 2 février 1990*

N° 6-90/PC2 MUR/AU.MARQ, Mme Yolande Tauhiro, parcelle cadastrée n° 711, lot n° 3 de la terre Haetuaivi à Taiohae, 1 maison d'habitation (agrandissement) ;

N° 7-90/PC2, M. Maurice Taata, parcelle cadastrée n° 39 de la terre Vaiotahu à Taiohae, 1 maison d'habitation (agrandissement mezzanine) ;

N° 8-90/PC1, M. Jérôme Haiti, parcelle de la terre Orovin 3, lot n° 3 à Taiohae, 1 maison d'habitation.

*Travaux autorisés le 21 février 1990*

N° 13-90/PC2, Mme Titiheana Peterano, lot n° 19 du lotissement Paehaa à Taiohae, 1 maison d'habitation ;

N° 14-90/PC1, M. Marcel Ah Sam, parcelle cadastrée n° 204 de la terre Kahei 1 à Taipivai, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE UA POU**

*Travaux autorisés le 2 février 1990*

N° 9-90/PC1 MUR/AU.MARQ, Monseigneur Guy Chevalier, président du C.A.M.C.I.M., parcelle cadastrée n° 27 de la terre Tetuaotehe - Anau à Hakahau, bâtiment à usage de salles de réunion.

*Travaux autorisés le 20 février 1990*

N° 10-90/PC1, M. Armand Hituputoka, parcelle de la terre Teihio n° 2 à Hakahau, 1 maison d'habitation.

**COMMUNE DE UA HUKA**

*Travaux autorisés le 21 février 1990*

N° 11-90/PC1 MUR/AU.MARQ, M. Jean-Alain Kehuehitu, lot n° 21 du lotissement communal Vaumete à Vaipae, 1 maison d'habitation.

**CERTIFICAT DE CONFORMITE N° 280 MUR.AU**  
du 1er mars 1990

**REGLEMENTATION DES TRAVAUX IMMOBILIERS**  
(Arrêté n° 1647 TP du 9 décembre 1955)

**Objet :** Travaux de réalisation de la route des Résidences de Mahinarama (ex-chemin du Paradis) à Mahina.

**Référ. :** Permis de construire n° 71-1130 IDV.UH du 14 janvier 1972

- Certificat de conformité n° 75-7 IDV.AU du 27 avril 1978
- Certificat de conformité n° 2846 IDV.AU du 26 septembre 1978
- Certificat de conformité n° 2191 IDV.AU du 26 octobre 1979
- Décision n° 5120 IDV.AU du 8 novembre 1979
- Certificat de conformité n° 9003 IDV.AU du 12 décembre 1980
- Jugement n° 1762 TAP/89, séance du 6 février 1990
- Lettre de la Sotagri en date du 13 février 1990

délivrés à la Société tahitienne d'agriculture (SOTAGRI), B.P. 11239 - Mahina.

Les travaux visés en objet ont été exécutés et leurs possibilités d'utilisation sont confirmées à compter des dates suivantes :

- 27 avril 1978, correspondant au tronçon bas depuis la route de ceinture jusqu'à l'entrée du lotissement Opaerahi ;
- 26 septembre 1978, correspondant au tronçon haut, entre le poste de transformation n° 1, au droit de la "bretelle Tiare", et l'accès au lotissement Toparaa Mahana ;
- 26 octobre 1979, correspondant au tronçon entre le poste de transformation n° 1, au droit de la "bretelle Tiare", et la partie basse du lotissement Moanarama II ;
- 8 novembre 1979, correspondant au tronçon intermédiaire bas depuis l'entrée du lotissement Opaerahi jusqu'au bureau "Socioro-Sotagri" ;
- 12 décembre 1980, correspondant au tronçon intermédiaire haut entre le bureau "Socioro-Sotagri" et la partie basse du lotissement Moanarama II.

Fait à Papeete, le 1er mars 1990.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service de l'urbanisme,*  
F. DUPUY.

**SERVICE DES DOMAINES ET DE L'ENREGISTREMENT**

**CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS**  
N° 168 ENR.

Il est donné avis de recherche des héritiers de M. Roometua a Vairupe a Vehiatua et de M. Mauarii Moeroa, décédé le 28 janvier 1948, lesquels sont invités à se faire connaître au service de l'enregistrement à Fare Ute.

Fait à Papeete, le 19 mars 1990.

*L'adjoint au chef de service,*  
Th. CERAN-JERUSALEM.

## ENQUETE PUBLIQUE

## AVIS D'ENQUETE N° 90-09 ENV

Conformément aux dispositions du code de l'aménagement de la Polynésie française, notamment son livre IV relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, sur une demande formulée par M. Alex Decian, mandataire de la S.A.R.L. Sotaplast, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer et d'exploiter un atelier de fabrication de tuyaux en polyéthylène et de tuyaux PVC dans un entrepôt sis quartier Pomare, dans la commune de Pirae.

Une enquête publique est ouverte, à compter du 1er avril 1990 et jusqu'au 30 avril 1990.

L'installation comprendra :

- une extrudeuse à refroidissement à eau ;
- un compresseur d'air d'une puissance de 3/4 CV ;
- un container pour l'entreposage de matière première (la consommation annuelle est estimée à 5 tonnes de granulés en sacs de 25 kg).

M. Albert Conroy, agent des installations classées à la délégation à l'environnement, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, rue des Poilus-Tahitiens, B.P. 4562 - Papeete, téléphone : 43.24.09.

Fait à Papeete, le 15 mars 1990.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le délégué à l'environnement p.i.,  
Laurent BORDE.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

La Société Civile Professionnelle  
Eric LEQUERRE et Claude VANHAECKE  
Notaires Associés  
Titulaire d'un Office Notarial  
60, rue Dumont-d'Urville  
PAPEETE

## Avis de constitution

Suivant acte reçu aux minutes de l'Office Notarial Eric LEQUERRE et Claude VANHAECKE, le 9 mars 1990, enregistré à PAPEETE le 13 mars 1990, folio 72, bordereau 1899/1,

Il a été constitué entre :

M. BENHAMOU Armand Charles Meyer, directeur de société, demeurant à 3 rue de la Boétie, Paris 8e - FRANCE,

M. BENHAMOU Claude Marcel Henri, directeur commercial, demeurant à FAANA,

M. AMAR Jacob Yaya, gérant de société, demeurant à B.P. 21266 PAPEETE,

M. AMAR Joël, commerçant, demeurant à PAPEETE, 90 rue Dumont-d'Urville ou B.P. 21266 PAPEETE,

Une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : SOCIETE BENHAMOU ET CIE ayant comme nom commercial "PRATIC'S PACIFIC".

Forme juridique : SOCIETE EN NOM COLLECTIF.

Capital social : CINQ CENT MILLE FRANCS (500.000 F CFP) entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : PAPEETE, 90 rue Dumont-d'Urville.

Objet social : En Polynésie française, en France et à l'étranger, l'importation et l'exportation de tous produits.

Durée : 99 années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Apports en numéraire : Le capital est entièrement constitué par des apports en numéraire.

Gérance : La société a pour gérants :  
1/ M. Joël AMAR,  
2/ M. Claude BENHAMOU.

Cession de parts sociales : Les parts sociales ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

Immatriculation : La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PAPEETE.

Pour avis,  
Le notaire.



**S.C.P. ERIC LEQUERRE et CLAUDE VANHAECKE**  
Titulaire d'un Office Notarial à PAPEETE

**LE SAINT GERMAIN**

S.A.R.L. au capital de 400.000 francs CFP  
Siège social : PAPEETE, 10, rue Jean-Gilbert  
R.C. : PAPEETE n° 3691-B

Aux termes d'un acte reçu par Maître Claude VANHAECKE, notaire associé à PAPEETE, le 16 mars 1990, contenant cession de parts, M. Gilbert GUERIN, directeur de société, demeurant à FAAA P.K. 7.400, côté mer, a été nommé gérant de la Société "LE SAINT GERMAIN" pour une durée non limitée, en remplacement de M. Georges NIOX, gérant démissionnaire.

*Pour avis,*  
Me C. VANHAECKE,  
Notaire associé.

**ETUDE DE Maîtres GIRARD et GIRARD-GOUPIL**  
Avocats

D'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de PAPEETE le 31 janvier 1990, à la requête de Monsieur Jacques Alfred Paul DOUILLIERE, ingénieur, et de son épouse Madame Colette Henriette Georgette RACINET, directrice de crèche, demeurant ensemble à MAHINA, Cité VILLIERME, B.P. 1080 MAHINA (TAHITI), il appert que l'acte reçu le 2 octobre 1989 par Me SOLARI, notaire à PAPEETE, portant adoption par les époux DOUILLIERE-RACINET du régime de la communauté universelle de biens meubles et immeubles, a été homologué conformément aux articles 1526 et suivants du code civil.

*Pour extrait,*  
Denise GIRARD-GOUPIL.

**BATIMPORT**  
Société à responsabilité limitée  
Au capital de 400.000 F CFP  
Siège social : Vallée de Tipaerui  
PAPEETE

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte sous seings privés en date à PAPEETE du 6 mars 1990, enregistré à PAPEETE le 12 mars 1990, folio 72, bordereau 1893/15,

Il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

- *Forme* : Société à responsabilité limitée.
- *Dénomination* : BATIMPORT.
- *Siège social* : Vallée de Tipaerui, PAPEETE.
- *Durée* : 60 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce.
- *Objet* : Importation de tous matériaux de construction et du bâtiment et toute marchandise en général.
- *Apports en numéraire* : 400.000 francs CFP.

- *Apports en nature* : Néant.
- *Capital* : 400.000 francs CFP, divisé en 40 parts de 10.000 francs CFP chacune, entièrement libérées et réparties entre les associés.
- *Gérance* : Monsieur Emmanuel FIUMARELLA - Punaauia.
- *Immatriculation* : La société sera immatriculée au Registre de Commerce de PAPEETE.

*Pour avis,*  
Le gérant.

**PACIFIQUE AUTOMOBILES**  
Société à responsabilité limitée  
En cours de liquidation  
Au capital de 400.000 FCF  
Siège social : ARUE P.K. 4.500  
R.C.S. : PAPEETE n° 3070 B

*Avis de clôture de liquidation*

Monsieur Michel MUZEAU, liquidateur de la société "PACIFIQUE AUTOMOBILES", domicilié à PAPEETE, 27 boulevard d'Alsace, a réuni le 7 décembre 1989 à son domicile, l'Assemblée de clôture de la liquidation de cette société.

Ladite Assemblée a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus de sa gestion et déchargé de son mandat de liquidateur et constaté la clôture de la liquidation.

Les comptes du liquidateur ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de PAPEETE.

*Pour avis,*  
Le liquidateur.

**ANNONCES DIVERSES**

**ASSOCIATION ARTISANALE "TE VAHINE RAU"**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente	: WONG Antoinette née BARFF
Vice-présidente	: PUNUATAAHITUA Louisa
Secrétaire	: LICHTLE Raiteva née WONG
Secrétaire adjointe	: MATAHUIRA Suzanne
Trésorière	: TERE Avéline née BURNS
Trésorière adjointe	: LETANG Yvette

**ASSOCIATION SPORTIVE VAIETE**  
**SECTION TRIATHLON**

Il est créé une section de TRIATHLON au sein de l'A.S. VAIETE.

**COMPOSITION DU BUREAU DE LA SECTION :**

Président	: MARINI Pascal
Secrétaire	: TAEAE TUA Mouillot
Trésorier	: RICHMOND Georges
Entraîneur	: HEUVELINE Jean-Marc

# ASSOCIATION ARTISANALE "TE VAHINE NGARUMAOA"

## Extraits de statuts

Il est constitué, entre tous ceux qui adhèrent aux présents statuts, une Association régie par la loi du 1er juillet 1901.

L'Association prend le nom de "TE VAHINE NGARUMAOA".

Son siège social est fixé à Faanui, Peta 1 n° 259.

Sa durée est illimitée.

L'Association a pour but l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des artisans de la commune de FAANUI :

- en luttant contre la concurrence des produits d'importation ;
- en encourageant la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- en aidant les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat traditionnel ;
- en adaptant les productions aux exigences du marché ;
- en facilitant l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- en aidant à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres ;
- en venant en aide aux membres.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: VANAA Tepupura
Vice-présidente	: PUAHIO Célestine
Secrétaire	: PUAHIO Marie-France
Secrétaire adjointe	: HAMBLIN Vahine
Trésorier	: VANAA Ganahoa
Trésorier adjoint	: TAUATINI Napoléon
Assesseurs	: HAMBLIN Pauline HAMBLIN Maire HAMBLIN Ernest

Récépissé n° 90-530 MUR/AA du 15 mars 1990.

# ASSOCIATION MARAA RUGBY CLUB

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: RATARO Pita
Vice-présidents	: SANFORD Pierre TAVAE Siki RAVEINO Maac
Secrétaire général	: JENNINGS Tafai
Secrétaire adjoint	: BOYER Henri
Trésorier général	: LAUT Roger
Trésorier adjoint	: TEUPOOHUITUA Lucien
Commissaires aux comptes	: TAHUTINI Tavita TEUPOOHUITUA Titeona
Assesseurs	: ATA Patrick TAU Verona PIED Elambert

# ASSOCIATION "TE HOTU RAU NO FAANUI"

## Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : ASSOCIATION "TE HOTU RAU NO FAANUI".

Cette association a pour but de promouvoir l'agriculture, de développer l'entraide entre agriculteurs et de prévoir l'organisation de concours agricoles, la vente et l'achat de produits agricoles, la commercialisation des productions et la défense des intérêts agricoles de FAANUI.

Le siège social est fixé à FAANUI, BORA BORA, au domicile de M. TEAVAE Temanuarai.

## COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	: MAI Teihotu
Président	: TEAVAE Temanuarai
Vice-président	: TEAOTEA Teraitoatea
Secrétaire	: MAI Teihotu (fils)
Secrétaire adjoint	: VIRITUA Tearo
Trésorier	: VIRITUA Enoha
Trésorière adjointe	: TERIIPAIA Peta

Récépissé n° 90-415 MUR/AA du 1er mars 1990.

# ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE MATAURA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

Président	: YIENG-KOW Frédéric
Vice-président	: TEAUNA Charley
Secrétaire	: BOURGEOIS Naea
Secrétaire adjoint	: OPUU Sylvain
Trésorier	: TEIPOARII Joël
Trésorier adjoint	: GIORDANO Michel
Assesseur	: TANERPAU André

# ASSOCIATION ARTISANALE KATIU TAMARIKI ARIKI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU

Présidente	: HIO Raita Lidia
Vice-présidente	: SUE Marie-Christine
Secrétaire	: SUE Gabriel
Secrétaire adjoint	: REY David
Trésorier	: DAGUENET Tetuanui
Trésorier adjoint	: HIO Taumataura Francis
Assesseurs	: TUANIA Bernard HIO Elisa Tirua FAREATA Ana HIO Rai Harry

**SYNDICAT DES PRATICIENS  
ET CADRES DE SANTE PUBLIQUE**  
Anciennement dénommé  
**SYNDICAT DES PRATICIENS DE SANTE PUBLIQUE**

*Modification des statuts*

L'ancienne dénomination du Syndicat des Praticiens de Santé Publique est abrogée et remplacée par l'intitulé suivant : Syndicat des Praticiens et Cadres de Santé Publique.

Il est constitué un Syndicat des Praticiens et Cadres de Santé Publique de Polynésie Française (dénommé par les initiales S.P.S.P.) regroupant des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, pharmaciens, vétérinaires, biologistes thésés, ingénieurs biologistes ou de santé, cadres supérieurs exerçant dans la santé publique et titulaires d'un doctorat ou d'un diplôme d'études supérieures donnant droit à majoration pour diplôme.

Cette association a pour but l'étude et la défense des intérêts économiques et sociaux des professions de santé visées à l'article 1.

Le siège social est fixé au domicile du président, B.P. 21773 Papeete, qui pourra être transféré en tout lieu par simple décision prise à la majorité des membres du comité directeur.

La durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: LAUDON François
1er vice-président	: HOWELL Patrick
2e vice-présidente	: CHANTEAU Suzanne
3e vice-président	: BEAUMONT Etienne
Secrétaire	: DELEBECQUE Pierre
Secrétaire adjoint	: IENFA Woui You
Trésorière	: TOURNEUX Mareva
Trésorier adjoint	: THERON Jean-Paul
Assesseurs	: TUHEIAVA Maire
	: GESTAS Philippe
	: JEANETTE Fabrice
	: KREISS Philippe
	: NEUDIN Bernard

**COOPERATIVE DES MONITEURS PROFESSIONNELS  
DE PLONGEE DE POLYNESIE  
COPRO PLONGEE**

*Extraits de statuts*

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre COOPERATIVE DES MONITEURS PROFESSIONNELS DE PLONGEE DE POLYNESIE, dite COPRO PLONGEE.

Cette association a pour buts :

- de demander au gouvernement territorial la détaxe sur le matériel de plongée ;

- de regrouper les commandes de matériel de plongée et de pièces détachées des centres et clubs de plongée pour faciliter leur approvisionnement et en abaisser le coût ;
- d'assurer un contact permanent entre les moniteurs professionnels de plongée pour améliorer leur information concernant les nouveaux équipements ;
- et plus généralement de permettre à ces moniteurs de se concerter et d'améliorer leurs services rendus aux plongeurs résidents et touristes.

Cette association a son siège à PAPEETE - TAHITI. Il peut être transféré en tout autre lieu dans l'île de Tahiti par décision de son assemblée générale ordinaire.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: MOLLE Philippe
Secrétaire	: POULIQUEN Henri
Trésorier	: BLANC Bernard
Délégué aux commandes et achats	: LE COINTRE Pascal

Récépissé n° 90-484 MUR/AA du 12 mars 1990.

**ASSOCIATION SPORTIVE KARATE KEMPO  
DE MOOREA  
SECTION DE JUDO**

Il a été créé au sein de l'Association une section de JUDO dont la composition du bureau suit :

Président	: TERAHAROA Roland
Secrétaire	: BEY-ROZET Jacques
Trésorier	: FOURCHEGU Jean-Marc

**RESULTATS DE LA TOMBOLA DE LA LIGUE  
POLYNESIENNE DE HANDBALL  
(Tirée le 4 mars 1990)**

1er lot	n° 203.781	14.000.000
2e lot	n° 392.939	2.000.000
3e lot	n° 322.643	1.000.000
4e lot	n° 024.286	500.000
5e lot	n° 074.856	300.000
6e lot	n° 138.493	200.000
7e lot	n° 252.640	200.000
8e lot	n° 336.661	200.000

**VELO CLUB DE TAHITI ET DES ILES**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: SIDOLLE Claude
1er vice-président	: JAN Alban
2e vice-président	: PAMBRUN Eugène
Secrétaire	: OHREL Claude
Secrétaire adjointe	: PAMBRUN Sylvie
Trésorier	: BAZIN René
Trésorier adjoint	: SCARPELLI Walter
Membres	: MOUA Thomas
	: PAMBRUN Teura

**ASSOCIATION MEDISPORT****Extraits de statuts**

Association déclarée (loi de 1901).

**Dénomination :** MEDISPORT.

**Objet :** Organiser l'assistance médicalisée de toutes manifestations, notamment sportives, à la demande de particuliers, d'associations ou de tout organisme officiel et mettre en œuvre tous moyens modernes permettant d'améliorer et de rationaliser ce service. L'association MEDISPORT ne poursuit aucun but lucratif.

**Durée :** Illimitée.

**Siège social :** Immeuble Laguesse, PAPEETE.

Le siège peut être transféré en tout autre endroit du territoire de la Polynésie française sur simple décision du conseil d'administration.

**Adresse postale :** B.P. 20 933 PAPEETE.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: VORON Bruno
Secrétaire	: ROSENSTEIN Jean-Michel
Trésorier	: PAULUS Hervé

Récépissé n° 90-468 MUR/AA du 9 mars 1990.

**RISING SUN BOXING CLUB****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Présidente d'honneur	: GREIG Timoe
Président	: DAVIO Denis
Vice-président	: BEN ROZET Jacques
Secrétaire	: LACHAUX Ferdinand
Secrétaire adjoint	: TUATAA Jules
Trésorier	: IZARD Jean-Michel
Trésorier adjoint	: TEROU Gilbert
Assesseurs	: DOUTOUMA Fabrice
	BRAS Philippe
	M. PEHIN
	BUZENET Alain
	MAUREL Jean-Luc

**ASSOCIATION WU SHU CLUB****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

Président	: SHAN Yves
Vice-président	: PENI Heifara
Secrétaire général	: TIHOTI Nunaachau
Secrétaire adjoint	: METUA Tevahine
Trésorier général	: OOPA John
Trésorier adjoint	: MARATINA Metua
Secrétaires de coordination et de relation publique	: CIANTAR Frank
	TEMANUPAIOURA Marama

**"AMICALE DU MARCHÉ DE PIRAE"****Extraits de statuts**

Il est constitué conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts, une Association ayant pour titre "AMICALE DU MARCHÉ DE PIRAE".

La durée de cette Association est illimitée.

Le siège social est fixé à Pirae. Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

L'Association a pour buts de promouvoir, favoriser, soutenir par tous les moyens, toutes œuvres de formation intellectuelle et morale, et l'organisation des bals, tombolas par les membres, l'organisation des loisirs de ses membres par des distractions diverses, telles que représentations théâtrales et spectacles, etc...

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: BENNETT William
Vice-président	: TEUIRA Moïse
Secrétaire générale	: TEHAHETUA Armandine
Secrétaire adjointe	: BARSINAS Muriel
Trésorier général	: PUTOA François
Trésorier adjoint	: ESTALL Teira

Récépissé n° 90-450 MUR/AA du 9 mars 1990.

**EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**  
(liste non limitative)

**RECUEIL DE TEXTES****CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES**

(Edition mise à jour au 1er janvier 1990)

Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé

Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

**TARIFS DES IMPOTS DIRECTS****ET TAXES ASSIMILEES — Année 1978**

Prix : 360 francs

**CONVENTION COLLECTIVE****DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES****DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Rédition 1989

Prix : 550 francs

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES**

Prix : 1.200 francs